

L'APPRENTISSAGE

et après ?

En résumé...

Sommaire

>> L'apprentissage en Lorraine	>> 2
>> Le contexte économique	>> 3
>> Principales caractéristiques des enquêtés	>> 4
>> 7 mois après l'apprentissage	>> 5
>> Le point de vue des apprentis : bilan positif	>> 6
>> Près d'un sortant sur deux en CDI	>> 7
>> Niveau, sexe et domaine : des facteurs de variation	>> 8
>> Secteurs d'activités, emplois occupés	>> 9
>> Stratégies suivies par les jeunes pour la recherche d'emploi	>> 11
>> Méthodologies, définitions	>> 12

Les grandes lignes de l'enquête menée en février 2002 auprès des sortants d'apprentissage en Lorraine

>> L'enquête IPA Lorraine porte sur une interrogation de tous les apprentis qui, au cours ou à la fin de l'année, ont quitté les CFA et nous renseigne chaque année sur leur devenir à court terme (7 mois).

>> Même si l'apprentissage concerne en grande partie des jeunes de niveau V (CAP essentiellement), il faut souligner la montée en puissance régulière des diplômés de niveau baccalauréat ou post-bac. Ce mouvement, observé en Lorraine comme en France, a fait passer la part des diplômés de niveau V de 93% à 66% entre 1990 et 2002.

>> L'enquête 2002 s'inscrit dans un contexte défavorable, marqué par un revirement de la conjoncture économique et la montée du chômage. Il n'est donc pas étonnant qu'entre 2001 et 2002, les conditions d'entrée dans la vie active des apprentis lorrains aient connu une légère dégradation, caractérisée par une diminution de la part des accès à un emploi non aidé (de 79,2% à 74%) et une hausse du chômage (de 10,8% à 16,8%).

>> Malgré ces difficultés, plus prononcées qu'au plan national, la Lorraine reste dans le peloton de tête des académies qui voient les 3/4 de leurs sortants d'apprentissage occuper un emploi non aidé au bout de 7 mois.

>> La qualification constitue un rempart efficace contre les difficultés d'accès à l'emploi : si les sortants de niveau Vbis éprouvent les plus grandes difficultés d'insertion (44,7% étaient en emploi non aidé), leurs homologues du niveau V connaissent des conditions bien plus favorables (73,3%). Au niveau IV (BP, Bac Pro), la situation est encore meilleure avec près de 9 sortants sur 10 en emploi non aidé, 7 mois après la sortie.

>> Les écarts dans l'accès à l'emploi non aidé entre garçons et filles sont très visibles aux niveaux Vbis et V, mais s'amenuisent pour devenir peu significatifs à partir du niveau IV et renvoient souvent au domaine de la formation suivie.

>> L'opinion des jeunes sur la formation reçue en entreprise ou en CFA reste globalement très positive en 2002, même si elle manifeste un léger fléchissement par rapport à l'enquête menée en 2001. Cette évolution fait très probablement écho aux difficultés conjoncturelles qui caractérisent le marché du travail à la date de l'enquête.



IPA 2002

Réalisation :
DEEP
ONISEP
OREFO

Poursuite de l'élévation du niveau des diplômes préparés par l'apprentissage

En 2002, les CFA de Lorraine accueillent quelque **15 000 apprentis**¹, effectifs en forte progression par rapport au milieu des années 90 mais en relative stagnation au cours de ces dernières années². Ainsi, **l'apprentissage concerne aujourd'hui en Lorraine environ 28% de l'ensemble des effectifs du second cycle professionnel** de niveau V et de niveau IV.

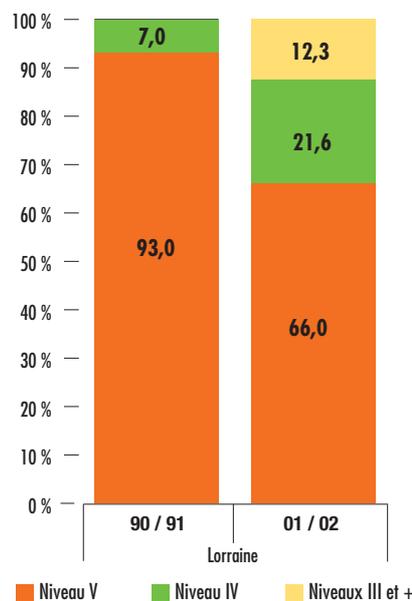
Si les diplômes de niveaux V ont continué de progresser en volume, ils sont en net recul s'agissant de leur poids : en 2002, ils ne représentent plus que 66% des diplômes préparés par l'apprentissage en Lorraine contre 93% en 1990. Les niveaux bac et plus, conformément à la tendance générale d'élévation des niveaux de formation, poursuivent leur percée (un tiers des diplômes préparés en 2002 contre 7% en 1990) modifiant le schéma traditionnel que l'on connaissait pour l'apprentissage, en Lorraine comme en France.

¹ Au 1^{er} janvier 2001, 15006 jeunes suivaient une formation par apprentissage en Lorraine, soit une progression de 2,9% par rapport à 2000 (Source : Conseil régional de Lorraine, les nouveaux enjeux de l'apprentissage).

² Si l'on se réfère au Livre blanc sur la modernisation de l'apprentissage de Renaud Dutreil (secrétaire d'État aux Petites et Moyennes Entreprises, au Commerce, à l'Artisanat, aux Professions libérales et à la Consommation), le gouvernement actuel envisagerait un plan visant à faire passer le nombre d'apprentis de 365 000 à 500 000 en 2007.

>>>> graphique n° 1 >>>>>

Les apprentis selon le niveau du diplôme préparé en Lorraine en 1990/1991 et 2001/2002



Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche - DEP Apprentissage sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales non compris et hors mentions complémentaires

>>>> tableau n° 1 >>>>>

Poids de l'apprentissage sur l'ensemble du second cycle professionnel pour la région Lorraine en 2001/2002

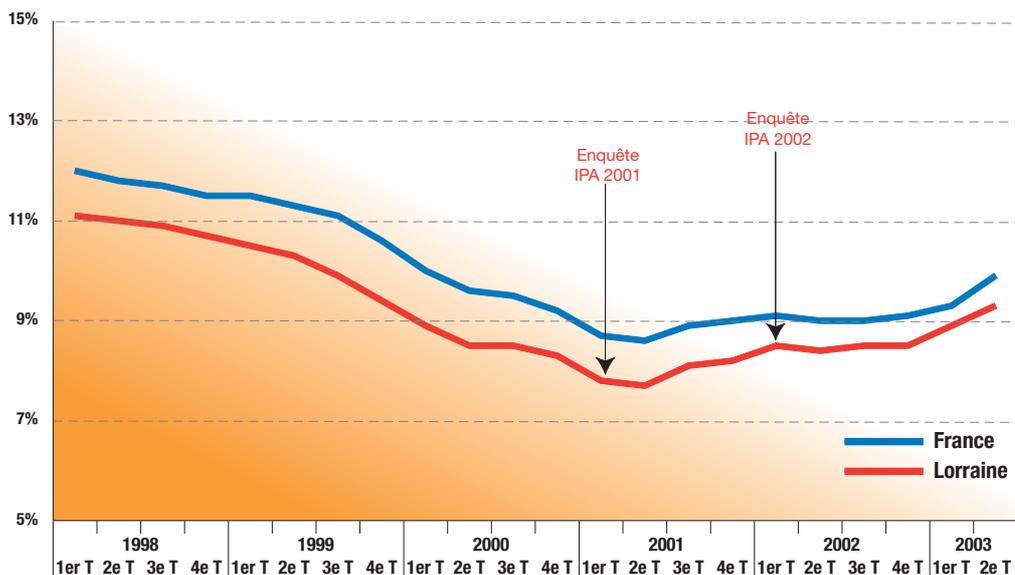
		Niveau V *	Niveau IV **
Effectifs du second cycle professionnel des établissements sous tutelle	Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche	24 089	7 894
	Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales	1 410	441
Effectifs d'apprentis		10 271	3 030
Poids de l'apprentissage (%) (apprentis/ensemble du second cycle professionnel)		28,49	26,64

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche - DEP

* CAP / BEP / MC ** Bac Pro / Brevet des Métiers d'Arts (BMA)

>>>> graphique n° 2 >>>>>

Evolution du taux de chômage trimestriel en Lorraine et en France de 1998 à 2003



>>> Taux de chômage au sens du BIT

Le taux de chômage est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) à la population active totale. Pour le BIT, le chômage est l'état des personnes qui satisfont quatre critères : être en âge de travailler, être sans emploi rémunéré, être disponible pour travailler dans un délai de 15 jours, rechercher activement un emploi rémunéré.

La population active comprend les effectifs salariés ou non salariés au lieu de résidence et les chômeurs.

Il s'agit ici de données corrigées des variations saisonnières.

Source : DRTEFP et INSEE - Taux de chômage trimestriels (en fin de période - données CVS). Les taux de chômage trimestriels ont été révisés le 5 septembre 2002

En Lorraine, l'emploi salarié (hors intérim) se dégrade à partir du 3^{ème} trimestre 2001 notamment sous l'effet de l'affaiblissement de l'emploi dans l'industrie et la construction, même si le commerce et les services ne sont pas toujours épargnés. Du fait de la contraction de l'emploi en Lorraine, le chômage continue à augmenter dans des proportions plus importantes qu'à l'échelon national. Ainsi, si l'insertion des apprentis au 1er février 2001, en Lorraine comme au niveau national, s'est effectuée dans un contexte de forte décline du chômage entre 1997 et 2001 dont les jeunes ont dans l'ensemble particulièrement profité, depuis le deuxième trimestre 2001, **le taux de chômage (au sens du BIT) enregistre une progression constante en Lorraine**¹. Toutes les tranches d'âge sont touchées par cette dégradation du marché du travail. **Mais ce sont les jeunes de**

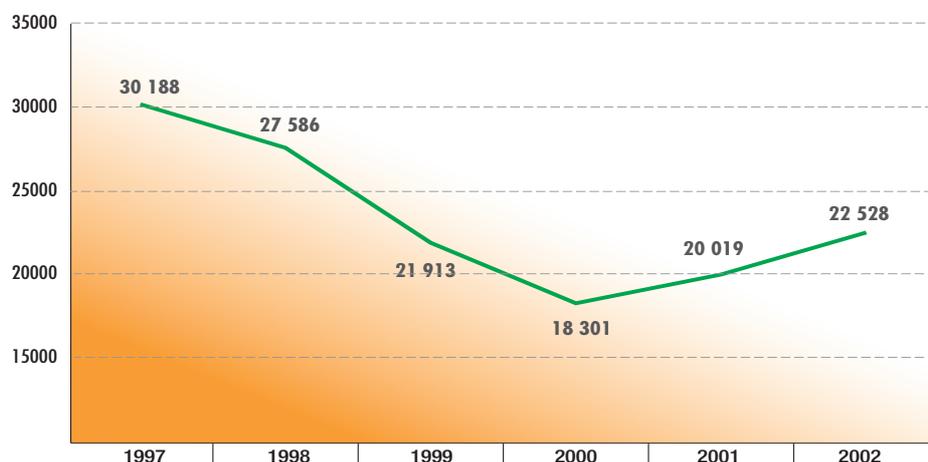
moins de 26 ans qui sont le plus durement affectés. Entre décembre 2000 et décembre 2002, les effectifs lorrains de moins de 26 ans inscrits à l'ANPE (en catégorie 1) ont augmenté de plus de 23% (+16,3% en France) alors que pour les demandeurs d'emploi plus âgés, cette progression est plus faible avec +6,8% (contre +5% en France).

Cette situation confirme que les jeunes profitent généralement plus que leurs aînés de l'amélioration économique, mais en cas de retournement conjoncturel, ils se situent également en première ligne.

¹ Même si il reste encore en dessous du taux national

>>>> graphique n° 3 >>>>>

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) de moins de 26 ans en Lorraine de 1997 à 2002



>>>> Demandeurs d'emploi de catégorie 1 :

Personnes sans emploi immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à plein temps, ayant au plus exercé 78 heures d'activités réduites dans le mois de leur inscription ou du renouvellement de leur demande et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Source : ASSEDIC, ANPE, Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Marché du travail : DEFM au 31 décembre des années 1997 à 2002



Principales caractéristiques des enquêtés en 2002

>>>> tableau n° 2 >>>>>>

Les enquêtés en Lorraine selon le niveau de la classe fréquentée en 2000/2001 et le sexe

	G	F	Tot	%
Niveau Vbis	523	217	740	11,0
Niveau V	2823	1076	3899	57,8
Niveau IV	852	527	1379	20,5
Niveau III	370	268	638	9,5
Niveau II	60	24	84	1,2
Total	4628	2112	6740	100,0

>>>> tableau n° 3 >>>>>>

Les enquêtés en Lorraine selon le domaine de formation

	Effectif Total		
	Nb	%	% filles
Commerce, vente	1141	16,9	71,5
Agroalimentaire	869	12,9	16,2
Bâtiment	726	10,8	0,8
Moteurs, mécanique automobile	417	6,2	7,2
Accueil, hôtellerie, tourisme	343	5,1	55,7
Structures métalliques	338	5,0	6,5
Coiffure, esthétique	307	4,6	79,2
Santé	302	4,5	80,8
Bois, ameublement	291	4,3	0,7
Chimie, plasturgie, papiers, cartons, énergie	268	4,0	6,7
Transports, finances, comptabilité	267	4,0	49,8
Productions végétales, animales et cultures	254	3,8	22,4
Electricité, électronique	254	3,8	0,4
Forêts, aménagements paysagers	240	3,6	4,6
Mécanique générale, aéronautique et spatiale	238	3,5	2,1
Communication, information	159	2,4	66,7
Technologies industrielles et de commande	121	1,8	3,3
Mines, carrières, génie civil	81	1,2	11,1
Services à la collectivité	49	0,7	26,5
Travail sanitaire et social, animation	47	0,7	83,0
Matériaux souples	28	0,4	75,0
Ensemble des domaines	6740	100,0	31,3

LORRAINE

Un apprentissage différent pour les garçons et les filles

Le travail d'enquête mené en 2002 s'appuie sur un ensemble de sortants d'apprentissage sensiblement plus important qu'en 2001 : **6740 apprentis** ont été pris en compte contre 5742 l'année précédente. Une délimitation plus exhaustive qui nous donne la garantie de résultats plus fiables, compte tenu d'un taux de réponse élevé (72,8%).

Au-delà des **trois domaines de formation** « dominants » que sont : le commerce-vente, l'agroalimentaire et le bâtiment et qui concentrent à eux seuls **40% des sortants** d'apprentissage, on insistera sur la **non mixité des formations**. Alors que seuls accueil-hôtellerie-tourisme et transports-finances-comptabilité paraissent échapper à cette « règle », on rappellera que :

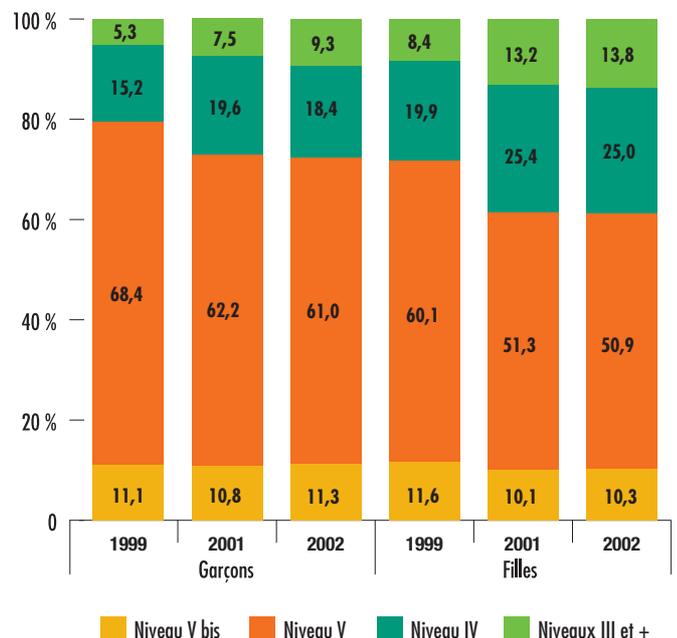
- **les garçons** se forment d'abord en : agroalimentaire (15,7%), bâtiment (15,6%), moteurs-mécanique automobile (8,4%), commerce-vente (7,0%) et structures métalliques (6,8%) ;
- **les filles** se dirigent d'abord vers commerce-vente (38,6%), santé (11,6%), coiffure-esthétique (11,5%), accueil-hôtellerie-tourisme (9,0%), agroalimentaire (6,7%) et transports-finances-comptabilité (6,3%).

On devra également garder à l'esprit que si **les filles restent minoritaires** (elles représentent moins du tiers des sortants d'apprentissage), le profil de leur formation est plus nettement orienté vers les niveaux IV et supérieurs (38,8%) que celui de leurs homologues masculins (28,1%). Toutefois, la majorité des sortants d'apprentissage (57,8%) est issue du niveau V.

On soulignera donc une fois encore que — très souvent — la comparaison des résultats entre garçons et filles nous amène à mettre en regard des **ensembles différents** de par leur composition.

>>>> graphique n° 4 >>>>>>

Les enquêtés en Lorraine selon le niveau de la classe fréquentée en 2000/2001 et le sexe



3 REPÈRES POUR LES FILLES

1 apprenti sur 3 environ est une fille.

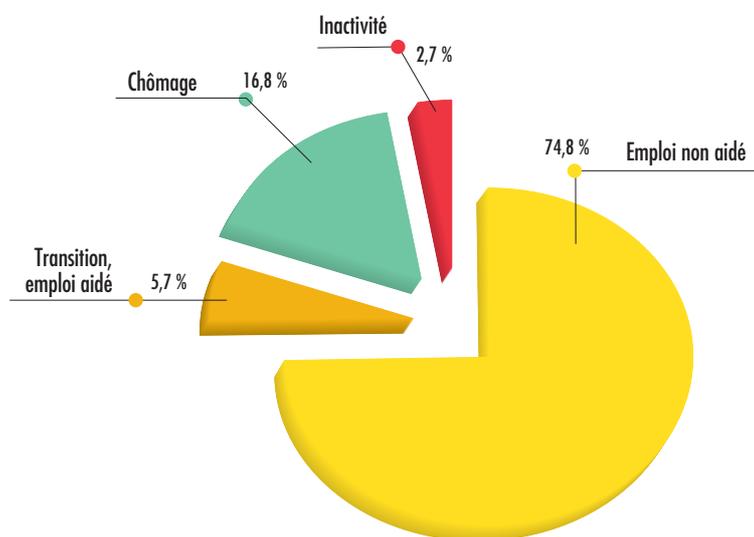
4 apprenties sur 10 préparent un diplôme de niveau Bac ou de niveau supérieur.

4 apprenties sur 10 préparent un diplôme appartenant au domaine du Commerce vente.

3 sortants sur 4 en emploi non aidé au 1^{er} février 2002

>>>> graphique n° 5 >>>>>

Situation des sortants d'apprentissage en Lorraine au 1^{er} février 2002 (tous niveaux confondus)



Au plan le plus global — tous niveaux confondus, des jeunes sans qualification jusqu'aux sorties de l'enseignement supérieur — les résultats de l'enquête IPA nous montrent qu'au 1^{er} février 2002, **les 3/4 des jeunes sortis d'apprentissage en Lorraine ont pu accéder à un emploi non aidé.**

Ce résultat, qui reste très positif dans la mesure où nous nous situons au début du processus d'insertion des jeunes, traduit assez clairement le fait que **l'apprentissage procure un avantage certain en début de carrière.** A titre de comparaison — avec toutes les réserves liées à la mise en parallèle de deux populations d'origines différentes — on se rappellera que l'indicateur correspondant pour les sorties de lycée et lycée professionnel était légèrement inférieur à 65% à la même époque. L'apprentissage joue donc en ce domaine un rôle d'accélérateur dont les effets tendent à s'estomper dans le temps, ainsi que certaines études ont pu le démontrer¹.

Lorraine comme en France au 1^{er} trimestre 2002 (cf. page 3) a eu pour conséquence **une dégradation assez sensible des indicateurs d'insertion** au regard des résultats observés en février 2001. La part des emplois non aidés est en effet en diminution de plus de 4 points, passant de 79,2% à 74,8% et la part des chômeurs est en augmentation de 6 points (de 10,8% à 16,8%). L'enquête IPA, dispositif d'observation à caractère conjoncturel, reflète très fidèlement ce revirement et vient nous rappeler que la population des jeunes de moins de 25 ans est la plus réactive aux évolutions connues sur le marché du travail.

Dans le peloton de tête

L'enquête IPA 2001 nous avait montré que la Lorraine faisait partie des «bons élèves» de la France en se situant en bonne position dans l'ensemble des régions. En février 2002, notre académie se situe une fois encore dans le peloton de tête, parmi un ensemble de 7 pour lesquelles la part des jeunes en emploi non aidé est supérieur à 70%.

Ces académies — indiquées en vert sur la carte ci-contre, sont celles de : Rennes, Nantes, Orléans-Tours, Strasbourg, Besançon, Lyon, Grenoble et Nancy-Metz.

Ce bon placement doit être nuancé par certaines caractéristiques qui peuvent jouer un rôle déterminant, comme le niveau de formation.

>>>> Notre dossier est uniquement consacré aux sortants d'apprentissage, ce qui signifie que parmi les répondants à l'enquête, nous avons exclu tous ceux qui se déclaraient en poursuite d'études en 2001 / 2002, notamment dans un Centre de Formation d'Apprentis. L'analyse des questionnaires nous permet d'établir que pour 70% de ces derniers, la poursuite d'études par l'apprentissage résulte d'une démarche active, motivée en grande partie par le besoin d'acquérir une qualification supplémentaire.

>>>> graphique n° 6 >>>>>

Part des sortants d'apprentissage en emploi non aidé au 1^{er} février 2002 par académie



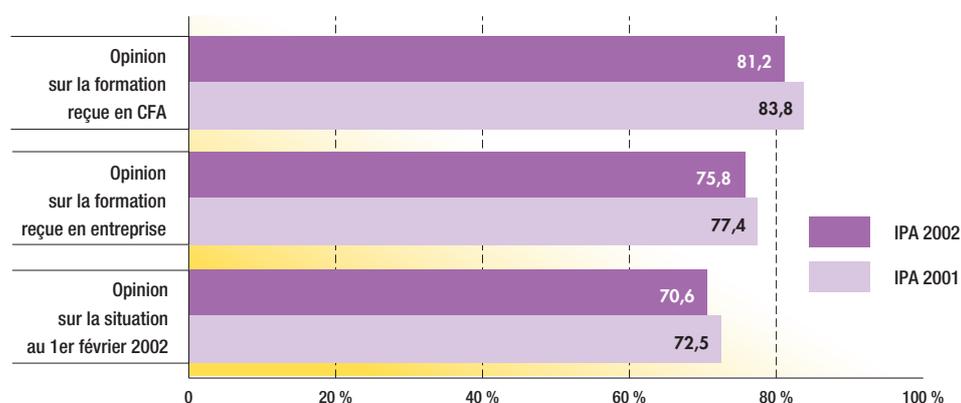
Source : Ministère de l'Éducation Nationale-DEP - Enquête IPA 2002

¹ On pourra se reporter aux enquêtes «Génération» menées par le Céreq (Centre d'études et de recherches sur les emplois et les qualifications).

Le point de vue des apprentis : bilan positif

>>>> graphique n° 7 >>>>>

L'opinion des apprentis : part des «satisfaits et très satisfaits» en Lorraine au 1^{er} février 2002



Les jeunes sortants d'apprentissage ont été invités à s'exprimer tant sur leur formation que sur leur situation au moment de l'enquête. Malgré une légère érosion des indices de satisfaction par rapport à 2001, très certainement liée à un contexte économique plus difficile, l'apprentissage reçoit un satisfecit général, en particulier pour ce qui concerne la formation reçue au CFA. Quant à la perception exprimée par les jeunes sur leur situation, elle nous rappelle avec force combien le chômage est la source de grandes difficultés.

Les chiffres parlent très clairement : les jeunes sortis d'apprentissage en Lorraine expriment dans leur ensemble **une opinion très positive sur leur formation**, en CFA comme en entreprise, ainsi que sur leur situation. Ce constat, déjà établi en 2001, se voit ici confirmé, même si la part des jeunes se déclarant «satisfaits ou très satisfaits» connaît un léger recul à tous les niveaux. On ne s'étonnera pas de cette légère diminution dans la mesure où les conditions d'entrée dans la vie active étaient plus difficiles en 2002 et où le nombre des situations défavorables connaissait une légère augmentation.

Il est intéressant de souligner que lorsque l'on croise l'indice de satisfaction avec la situation du jeune, l'opinion sur la formation reçue en CFA est très peu affectée : on reste sur un indice de satisfaction qui oscille autour de 80%, alors que **la perception de la formation reçue en entreprise subit très nettement l'influence de la situation des jeunes**, pour descendre bien au-dessous du niveau moyen chez les jeunes au chômage, en emploi aidé ou même lorsqu'ils sont inactifs.

Le chômage reste le problème majeur. **Plus de 70% des jeunes en recherche d'emploi nous renvoient une vision négative** de leur situation et nous interpellent sur leurs difficultés.

Quant à l'opinion des sortants d'apprentissage sur **la qualité du lien entre la formation reçue et l'emploi** qu'ils occupaient au moment de l'enquête, elle nous apprend que si, tous niveaux confondus, une réponse globalement positive nous est renvoyée par **plus de 8 jeunes sur 10** et si les cas relevant de la catégorie «Pas de lien du tout» sont au contraire assez rares (7,4%), **certaines différences se font jour selon le niveau de formation**. Ainsi, c'est au niveau IV que les liens forts sont les plus rares (24,7%), assez loin derrière le niveau V (35,4%). A l'inverse, 15,1% des sortants au niveau III nous disent que leur emploi est sans rapport avec la formation reçue. Derrière ces chiffres, on aborde très probablement la complexité du parcours de l'insertion professionnelle —qui n'est pas linéaire et qui, pour les plus hauts niveaux, favorise la mobilité inter-sectorielle.

>>>> tableau n° 4 >>>>>

Part des «satisfaits et très satisfaits» selon la situation en Lorraine au 1^{er} février 2002

	Emploi non aidé	Transition, emploi aidé	Chômage	Inactivité	Total
Opinion sur la formation en CFA	82,4	75,4	78,8	81,3	81,2
Opinion sur la formation en entreprise	79,0	65,8	67,7	66,5	75,8
Opinion des apprentis sur leur situation	81,0	69,0	27,9	56,4	70,6

Source : DEEP / ONISEP Lorraine - Enquête IPA 2002

>>>> tableau n° 5 >>>>>

Situation détaillée des sortants de juin 2001 en Lorraine au 1^{er} février

Effectifs pondérés		Garçons		Filles		Total		
			%		%		%	
Situation à 7 mois	Emploi non aidé	CDI	1607	44,6	730	46	2337	45,1
		CDD	544	15,1	258	16,2	802	15,5
		Intérimaire	485	13,5	77	4,8	562	10,8
		Engagé armée	72	2	7	0,4	79	1,5
		Fonctionnaire	33	0,9	19	1,2	52	1,0
		Installé à son compte	27	0,8	13	0,8	40	0,8
		Aide familial	11	0,3			11	0,2
Ensemble emploi non aidé		2779	77,2	1104	69,5	3883	74,8	
Emploi aidé, transition	Contrat de qualification	69	1,9	33	2,1	101	2,0	
	Contrat d'adaptation	7	0,2	16	1,0	23	0,4	
	Stage	94	2,6	35	2,2	129	2,5	
	Emploi-jeune	12	0,3	9	0,6	21	0,4	
	Autres contrats (CES, CO, ...)	17	0,5	3	0,2	20	0,4	
Ensemble emploi aidé, transition		198	5,5	96	6,0	294	5,7	
Chômage		555	15,4	319	20,1	873	16,8	
Inactivité		68	1,9	69	4,3	138	2,7	
Ensemble des situations		3600	100	1588	100	5188	100	

Crédit à mettre à l'apprentissage : 6 emplois non aidés sur 10 sont des CDI.

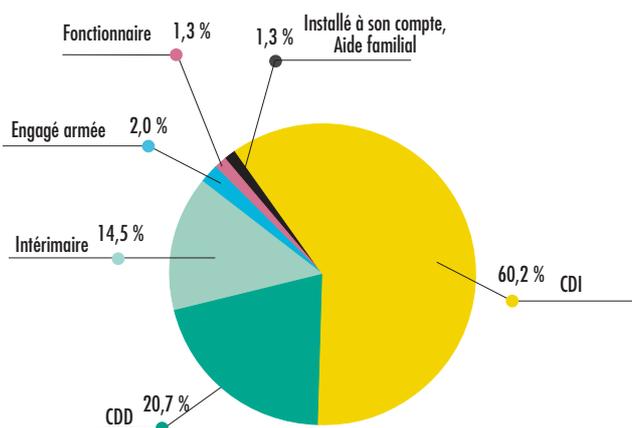
Mais les écarts observés entre garçons et filles (plus de chômage, moins d'emploi pour ces dernières) conduisent à aborder l'insertion professionnelle sous des angles complémentaires, selon le niveau ou le domaine de formation.

L'année 2002, on l'a vu, est celle d'une inflexion des indicateurs d'insertion puisque la part des jeunes en emploi non aidé a diminué d'un peu plus de quatre points. Néanmoins, les chiffres nous montrent que leur répartition globale est d'une grande stabilité d'une année à l'autre et que **60% de ces emplois sont des CDI**. Autrement dit, ce sont **45% de l'ensemble des sortants** d'apprentissage qui, sept mois plus tard, **occupent un emploi sur contrat à durée indéterminée**. En prenant en compte la variable sexe, on remarque **d'importantes différences dans les indicateurs masculins et féminins** : la part des filles en recherche d'emploi est supérieure de près de 5 points à celle des garçons tandis que ces derniers sont beaucoup plus nombreux à occuper un emploi non aidé (77,2% contre 69,5%).

On retrouve là un double écart qui n'est pas la spécificité des sortants d'apprentissage puisque ce phénomène s'observe également chez les sortants de lycée et lycée professionnel. Mais en réalité, **ce constat général mérite d'être nuancé** tant par une approche selon le niveau de sortie que par une comparaison des indicateurs selon le domaine de formation (garçons et filles suivant la plupart du temps des formations différentes). **C'est par l'intérim** (très développé dans le secteur industriel) **que les garçons parviennent à passer en tête**. Il concerne 13,5% des sortants masculins, contre seulement 4,8% des filles. Et paradoxalement, on pourra noter que **la part des CDI est légèrement plus élevée chez les filles que chez les garçons** (46% contre 44,6%).

>>>> graphique n° 8 >>>>>

Répartition globale des emplois non aidés



L'inactivité : des motifs inchangés.

Les cas d'inactivité — qui concernent plus souvent les filles que les garçons (4,3% contre 1,9%) — restent marginaux et motivés par des raisons déjà notées l'an passé. Il est néanmoins intéressant de rappeler qu'entre garçons et filles, **une différence apparaît quant aux motifs invoqués**. Pour la majorité de ces dernières (un peu plus de 60% d'entre elles), il s'agit de raisons familiales (naissance ou mariage par exemple) tandis que pour les premiers,

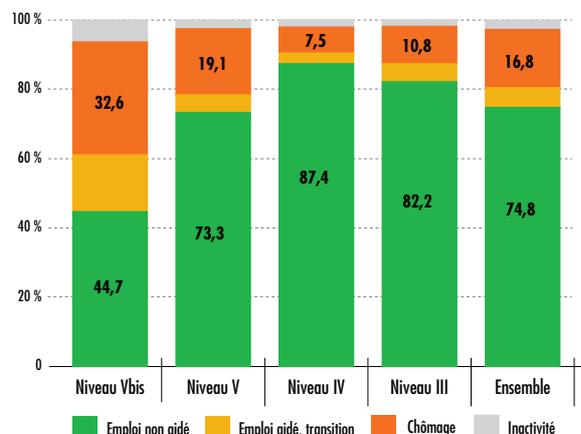
L'enquête IPA 2002 marque la disparition du service national en tant que modalité de devenir pour les sortants d'apprentissage. L'année dernière, il ne concernait déjà plus qu'une infime minorité de jeunes.

les raisons sont souvent liées (51%) à des situations d'attente professionnelle (intérim, création d'entreprise...).

Niveau, sexe et domaine : des facteurs de variation

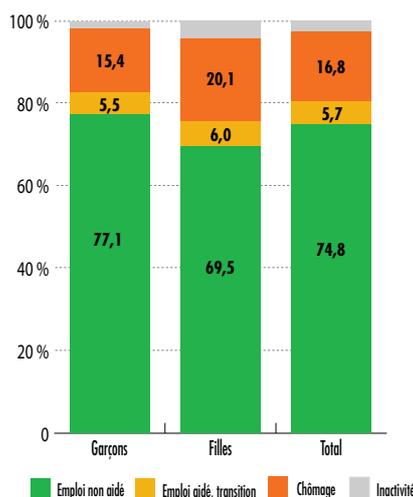
>>>> graphique n° 9 >>>>>

Situation des sortants au 1er février 2002 selon le niveau de la dernière classe fréquentée (en %)



>>>> graphique n° 10 >>>>>

Situation des sortants au 1er février 2002 selon le sexe (en %)



D'un domaine à l'autre

La majorité des sortants des domaines de la production présentent un indicateur d'insertion plus favorable qu'en moyenne. Parmi les grands domaines, le bâtiment néanmoins est en léger retrait, de même que les formations liées au domaine de l'agriculture. Ce facteur « domaine » joue donc en faveur de l'entrée dans la vie active des garçons, qui composent l'essentiel de ces filières.

Du côté des services, on voit que les deux domaines les plus importants en volume se situent assez nettement en retrait au 1er février 2002 : Commerce vente (dominé par le CAP Vente relation clientèle et le BEP Vente action marchande) et Accueil hôtellerie tourisme (influence du CAP Restaurant). A l'opposé, la Santé (dont la première composante est le BP Préparateur en pharmacie), Transport finances comptabilité (avec une présence forte des niveaux III et IV) tirent très bien leur épingle du jeu.

Entre 2001 et 2002, la quasi-totalité des domaines a subi une dégradation de l'indicateur d'emploi non aidé, avec les plus fortes valeurs observées pour Structures métalliques (- 11 points), Bois ameublement et Accueil hôtellerie tourisme (- 10 points).

Un bon positionnement du niveau IV

La dernière classe fréquentée par les apprentis avant leur sortie est une variable déterminante dans le processus d'accès à un premier emploi : on voit que les sorties sans qualification (niveau Vbis) sont marquées par un taux de chômage élevé et par la proportion la plus faible d'emploi non aidé. Il est également important de préciser que ce sont ces jeunes qui ont subi le plus nettement les difficultés sur le marché du travail puisque leur indicateur d'emploi a connu la baisse la plus importante (- 9 points en un an). A l'inverse, les sorties d'apprentissage au niveau IV (dont les deux principaux diplômes sont le Baccalauréat Professionnel et le Brevet Professionnel) bénéficient de bonnes conditions d'insertion, avec près de 9 sortants sur 10 en emploi non aidé et un poids du chômage relativement faible (7,5 % des sortants). Plus remarquable encore est le fait que le niveau IV est le seul à avoir connu une légère hausse de son indicateur d'emploi entre 2001 et 2002 (+ 1,4 point). Aux niveaux les plus élevés (III et plus), la situation est également bonne, malgré une diminution notable de la part des emplois non aidés (- 6 points) entre 2001 et 2002.

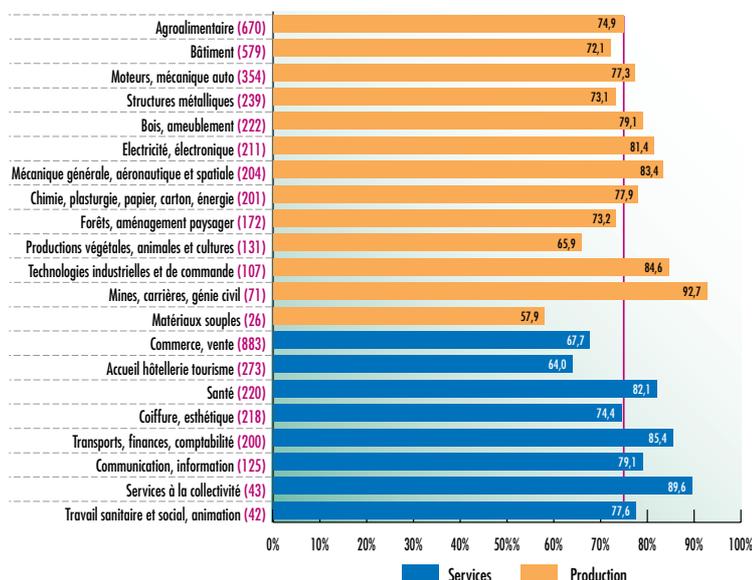
Garçons et filles : des inégalités variables

La situation globale des garçons et des filles nous montre — une fois encore — que l'insertion des garçons se fait dans des conditions plus favorable que celle des filles, avec un écart de plus de 7 points dans la part des accès à un emploi non aidé.

Toutefois, il faut savoir que ce constat vaut avant tout pour les niveaux de sortie les moins élevés (- 10, 6 points au niveau Vbis et - 16 points au niveau V) alors que la comparaison laisse apparaître des différences beaucoup moins significatives aux niveaux IV, III et supérieurs, où les écarts dans les taux d'emploi et les taux de chômage, même s'ils restent favorables aux garçons, excèdent rarement deux points.

>>>> graphique n° 11 >>>>>

Part des emplois non aidés par domaine de formation au 1er février 2002



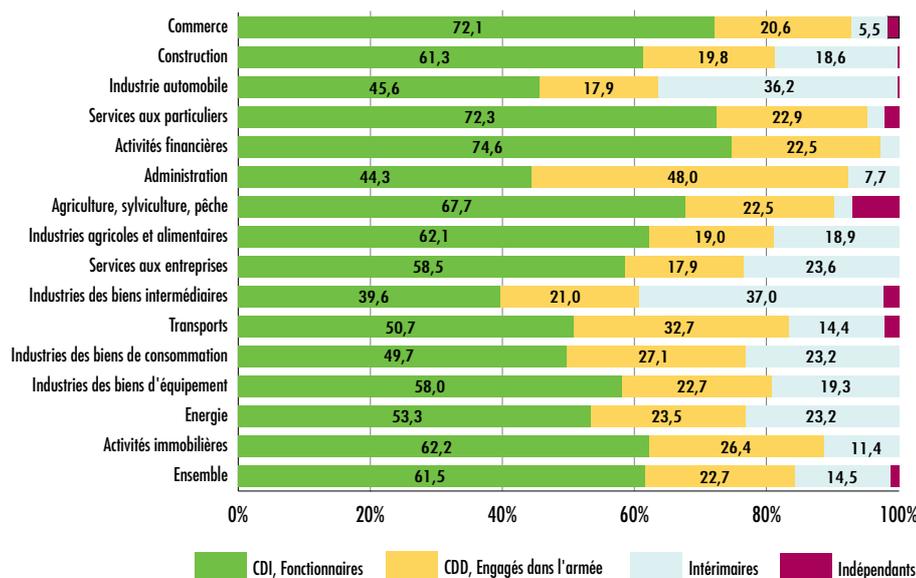
NB : Les chiffres indiqués en rouge correspondent au nombre de sortants.

Les anciens apprentis sont majoritairement recrutés par des PME-PMI et occupent le plus souvent des postes d'ouvriers et d'employés. Mais des évolutions se font jour...

>>>> graphique n° 12 >>>>>

Les emplois non aidés selon le secteur d'activité au 1er février 2002

Classement par ordre décroissant du nombre d'emplois non aidés



Les jeunes qui occupent au 1^{er} février 2002 un emploi non aidé à leur sortie d'apprentissage restent **majoritairement concentrés sur quelques secteurs d'activité : Commerce, Construction, Industrie automobile, Services aux particuliers et Administration**. Cette concentration s'explique par l'importance des volumes de formés dans certains des domaines concernés et le poids de la main d'œuvre juvénile dans ces secteurs d'activité.

>>>> tableau n° 6 >>>>>

Taille des établissements où travaillent les sortants d'apprentissage au 1er février 2002.

	Emplois non aidés		
	Nombre	%	% filles
Moins de 10 salariés	1529	39,4	37,0
De 10 à 49 salariés	998	25,7	27,3
50 salariés et plus	1167	30,0	19,8
Non précisé	189	4,9	18,7
Ensemble des secteurs	3883	100,0	28,4

Si de nombreux apprentis s'insèrent encore aujourd'hui dans des petites entreprises (4 emplois non aidés sur 10), de plus en plus d'établissements de taille moyenne ou de grands établissements recrutent les jeunes à la sortie du CFA.

Le lien entre la spécialité de formation suivie par les jeunes et l'activité de l'entreprise d'accueil est relativement étroit à l'issue de l'apprentissage¹, même si les entreprises puisent très largement dans l'ensemble de l'éventail des formations.

Les conditions d'emploi ne sont pas uniformes d'un secteur à l'autre. Les besoins et les pratiques de gestion de la main d'œuvre expliquent en partie les écarts constatés.

La part des CDI est particulièrement élevée pour les Activités financières (74,6% des emplois non aidés), les Services aux particuliers (72,3%) et le Commerce (72,1%).² D'autres secteurs d'activité se singularisent en revanche par une forte proportion (supérieure ou égale à 50% des emplois non aidés) d'emplois à durée déterminée (CDD, intérim...): les Industries des biens intermédiaires, l'Industrie automobile et les Industries des biens de consommation pour l'intérim, l'Administration pour les CDD.

1 On peut ainsi avoir préparé et réussi des CAP Boulanger ou Restaurant et travailler dans la construction.

2 Le commerce se caractérise également par une forte proportion d'emplois à temps partiel.

Les secteurs industriels, les Services aux entreprises et la Construction se distinguent tous par un recours à l'intérim particulièrement développé³.

Ainsi, par exemple 37% des sortants d'apprentissage dans les Industries des biens intermédiaires sont intérimaires sept mois après leur sortie (au 1^{er} février 2002). Cette proportion s'élève à 36,2% pour l'Industrie automobile. Mais il ne s'agit pas d'une caractéristique propre à l'insertion des anciens apprentis si l'on en juge par l'ampleur de cette forme de recrutement (un passage quasi obligatoire parfois) sur le marché du travail pour l'ensemble des travailleurs dans ces secteurs.

Au 1^{er} février 2002, soit 7 mois après la fin de leur apprentissage, **la majorité des jeunes se retrouve sur des postes d'employés ou d'ouvriers qualifiés et non qualifiés**. Cette situation diffère peu de celle observée au cours des enquêtes précédentes si ce n'est que la proportion d'employés progresse au détriment des postes d'ouvriers. Cette situation fait écho aux difficultés des secteurs industriels et à la croissance des emplois dans le tertiaire.

³ Concernant les CDD ou les missions d'intérim, force est de constater que les contrats signés sont largement dominés par des durées qui sont inférieures ou équivalentes à 6 mois, avec là aussi de fortes disparités sectorielles.

>>>> tableau n° 7 >>>>>

Catégories socio-professionnelles agrégées des emplois occupés au 1^{er} février 2001 et 2002

	1 ^{er} février	
	2001	2002
Agriculteurs exploitants	0,1	0,9
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,4	0,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1,1	0,7
Professions intermédiaires	4,0	4,2
Employés	34,3	40,2
Ouvriers	49,7	44,1
Non précisé	10,4	9,6
Ensemble des catégories socio-professionnelles	100,0	100,0

>>>> tableau n° 8 >>>>>

Catégories socio-professionnelles des emplois occupés au 1^{er} février 2001 et 2002

	Total emploi non aidé	Poids (%)	Part des niveaux de formation (%)			
			Vbis	V	IV et plus	Non Préc.
Employés de commerce	1306	33,6	11,3	47,7	40,6	0,3
Ouvriers qualifiés de type artisanal	980	25,2	16,4	62,8	20,6	0,3
Ouvriers qualifiés de type industriel	316	8,1	13,5	57,3	26,4	2,8
Employés administratifs d'entreprise	162	4,2	3,7	18,3	78,0	-
Ouvriers non qualifiés de type industriel	159	4,1	49,3	39,6	11,1	-
Techniciens	154	4,0	6,2	11,2	82,7	-
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	93	2,4	26,5	67,5	5,9	-
OQ de la manutention, du magasinage et du transport	92	2,4	31,5	55,2	13,3	-
Ouvriers agricoles	38	1,0	7,2	51,9	40,9	-
Employés civils et agents de service de la fonction publique	33	0,9	-	37,4	62,6	-
Personnels des services directs aux particuliers	32	0,8	12,2	49,1	38,7	-
Chauffeurs	32	0,8	24,7	60,1	15,2	-
Agriculteurs sur petite exploitation	29	0,7	5,2	24,0	70,7	-
Policiers et militaires	27	0,7	32,8	53,2	14,0	-
Artisans	13	0,3	-	27,8	72,2	-
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	13	0,3	-	-	91,2	8,8
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	11	0,3	-	-	100,0	-
Autres catégories socio-professionnelles	21	0,5	10,3	30,2	59,5	-
Catégories socio-professionnelles non précisées	371	9,6	24,3	53,1	21,5	1,2
Ensemble des catégories socio-professionnelles	3883	100,0	15,9	49,9	33,7	0,6

Stratégies suivies par les jeunes pour la recherche d'emploi

>>>> tableau n° 9 >>>>>>

Nombre de réponses sur les démarches entreprises pour rechercher un emploi

	Fréquence (%)
Inscription ANPE	20,2
Candidature spontanée	17,9
Agence d'intérim	17,8
Petites annonces	14,0
Relations personnelles	8,3
Contact Mission Locale, PAIO, service municipal	5,7
Etablissement de formation, association d'anciens élèves	5,6
Contact entreprise suite à un stage	3,6
Aucune démarche *	3,2
Concours administratifs	1,7
Contact CCI, Chambre des métiers	0,9
Autres cas	0,9
ENSEMBLE DES REPONSES	100,0

* On retrouve notamment classées dans cette rubrique les réponses de jeunes restés dans l'entreprise formatrice.

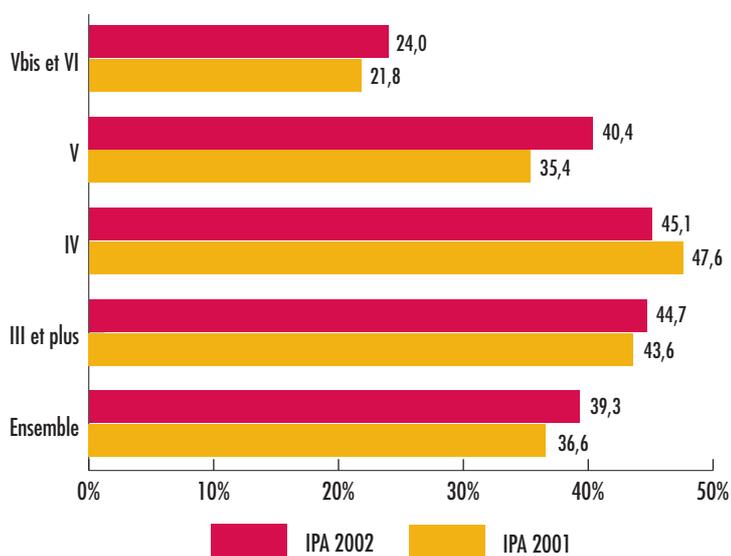
Parmi les démarches liées à la recherche d'emploi, l'on peut noter que **l'inscription à l'ANPE (20,2%), les candidatures spontanées (17,9%), les agences d'intérim (17,8%) et les petites annonces (14,0%) se dégagent** nettement des autres modalités mobilisées dans la recherche d'emploi, en tout cas loin devant des établissements de formation ou associations d'anciens élèves ou des contacts avec le réseau consulaire (chambres de commerce ou chambre de métiers).

De nombreux jeunes encore en contact avec les intermédiaires de l'emploi à la date d'observation

Si on constate que **de nombreux jeunes restent dans l'entreprise où ils ont été formés** (près de 4 jeunes sur 10 en emploi non aidé), d'autres n'ont pas eu cette opportunité ou ont préféré jouer la carte de la mobilité. Nombre de jeunes qui sont, à la date de l'enquête, demandeurs d'emploi, positionnés sur des emplois précaires (CDD, intérim) ou en situation de transition professionnelle (stage, contrat de qualification, contrat d'adaptation...) entretiennent des contacts avec les structures susceptibles de les aider à s'insérer ou à consolider leur primo insertion sur le marché du travail. Parmi les institutions citées¹ par les anciens apprentis, on trouve : l'ANPE (49,4% des cas), les Missions Locales et PAIO² (22,8% des cas) et les autres structures, agences d'intérim notamment, dans 27,8% des cas.

>>>> graphique n° 13 >>>>>>

Taux de maintien dans l'entreprise formatrice (en %) Emplois non aidés



¹ On raisonne ici sur la fréquence des réponses à la question de l'organisme avec lequel le jeune est en contact à la date de l'enquête. En effet, le questionnaire de l'enquête IPA comporte plusieurs réponses possibles.

² Au 31 décembre 2002, on recensait 4729 jeunes issus de l'apprentissage ou encore en apprentissage lors de leur premier contact (quelle que soit l'ancienneté de ce contact) avec le réseau des missions locales et Paio de Lorraine (source : Missions locales et Paio de Lorraine, Parcours 2.17).



Note technique

L'enquête sur l'insertion professionnelle des apprentis (IPA) est un dispositif national piloté par la Direction de l'Évaluation et de la Prospective. Elle est réalisée chaque année dans toutes les académies.

Cette enquête interroge les apprentis qui ont quitté leur Centre de Formation d'Apprentis au cours ou à la fin de l'année scolaire 2000-2001 sur leur situation professionnelle au 1er février 2002. Seule la situation des sortants est analysée : sont exclus des calculs, les jeunes en poursuite d'études ou en contrat d'apprentissage.

IPA permet de mesurer les difficultés que rencontrent les jeunes sur le marché du travail et de comparer leur insertion selon les formations suivies et le diplôme qu'ils possèdent. Le champ de l'enquête concerne l'ensemble des Centres de Formation d'Apprentis (y compris les CFA agricoles). Dans l'académie de Nancy-Metz, 45 CFA ont interrogé environ 6740 apprentis.

À l'issue de cette première phase d'enquête postale, une relance téléphonique, financée par le Conseil Régional de Lorraine, a permis d'augmenter le taux de réponse de façon très significative (72,8). Ce bon rendement permet la production de résultats à un degré de finesse comparable à celui de l'enquête précédente, dont le taux de réponse était de 77%.

Afin d'obtenir des données comparables au niveau académique, chaque questionnaire est affecté d'un coefficient de pondération permettant de compenser les variations observées dans le taux de réponse.

>>>> DÉFINITIONS, SITUATIONS PRISES EN COMPTE

SITUATIONS

EMPLOI : parmi les jeunes en emploi, on distingue les jeunes titulaires d'un contrat de travail ordinaire et les jeunes bénéficiant d'un contrat de travail particulier (contrat de qualification, d'adaptation, d'orientation et Contrat Emploi Solidarité). On peut aussi parler respectivement d'emploi non aidé et d'emploi aidé. Les contrats de travail ordinaires (ou emploi non aidé) comprennent les contrats à durée déterminée (CDD) et indéterminée (CDI), les engagés militaires, les intérimaires ainsi que les personnes travaillant à leur compte et les aides familiaux.

CHÔMAGE : sont considérés au chômage tous les jeunes sortants de CFA qui, au 1er février 2002, déclarent ne pas occuper d'emploi et en rechercher un.

INACTIFS : Les inactifs rassemblent les personnes qui déclarent être sans emploi et ne pas en rechercher un.

NIVEAUX DE FORMATION

II : Sorties avec un diplôme de deuxième cycle universitaire (licence ou maîtrise).

III : Sorties de l'enseignement supérieur avec un diplôme de type baccalauréat plus deux ans d'études (DUT, BTS...).

IV : Sorties des classes terminales de niveau baccalauréat (BT, Bac pro, BP, Mention complémentaire de niveau IV) et abandon des scolarisations post baccalauréat sans avoir atteint le niveau III.

V : Sorties de la dernière classe des seconds cycles professionnels courts (CAP, BEP, Mention complémentaire de niveau V).

V BIS : Sorties ou abandon de la scolarité du second cycle court avant l'année terminale (1ère année de CAP ou de BEP dans l'enquête IPA).

>>>> tableau n° 10 >>>>>>

Sortants de l'année scolaire 2000-2001 et 2001-2002 Récapitulatif général de l'enquête

Résultats	IPA 2001	IPA 2002
Inscrits à la rentrée	12879	13025
Interrogés	5742	6740
Répondants	4105	4586
Non répondants	737	1540
Inconnus PTT	410	441
Inexploitables	490	173
Taux de réponse	77,0	72,8

POUR ALLER PLUS LOIN

Ce dossier est une synthèse de l'enquête IPA Lorraine, édition 2002.

D'autres données sont disponibles en téléchargement sur le site Internet de l'OREFQ (www.orefq.fr) et celui de l'Onisep Lorraine (www.onisep.fr/nancy).

Parmi les informations mises à votre disposition : des fiches synthétiques par domaine et par spécialité de formation.

Une information à surveiller au fil des semaines, en attendant la synthèse de l'enquête 2003 (disponible au printemps 2004).

Rédaction du dossier : Denis DESASSIS
(Onisep Lorraine)
René KRATZ
(Orefq)



Office National d'Information
sur les Enseignements
et les Professions

45 cours Léopold • CO n°13

54035 Nancy Cedex

Tél. 03 83 35 71 09 • Fax 03 83 35 15 89

www.onisep.fr/nancy • e-mail : dronancy@onisep.fr



Observatoire Régional
de l'Emploi, de la Formation et des
Qualifications

Centre d'Affaires Libération • 4, rue de la Foucotte

54000 Nancy

Tél. 03 83 98 37 37 • Fax 03 83 98 98 78

www.orefq.fr • e-mail : contact@orefq.fr



DEEP • Division des Etudes,
de l'Évaluation
et de la Prospective

Rectorat • 2 rue Philippe De Gueldres • CO n°13

54035 Nancy Cedex

Tél. 03 83 86 22 79 • Fax 03 83 86 24 69

e-mail : ce.deep@ac-nancy-metz.fr